

douloureuses de celui qui se faisait l'avocat de la patrie. Ou plutôt il comprenait qu'il était facile de triompher de l'orateur, et ses gouailleries sinistres ou ses affirmations implacables devenaient bientôt comme la hache des discours de Jules Favre.

Que si celui-ci montrait à l'homme d'État son désir de paix, sans compter le droit nouveau et le progrès des mœurs, le chancelier répondait sans pitié en réclamant quelque-une de ces conditions humiliantes qui, écrit M. Favre, le faisaient bondir de douleur. Pour donner à la France le temps de nommer une Assemblée nationale, M. de Bismarck exigeait l'occupation de Strasbourg, de Toul et de Phalsbourg, qui résistaient si fièrement, et il réclamait en outre la reddition d'un fort dominant Paris, le Mont-Valérien par exemple. On n'a pas oublié ces prétentions barbares qui stimulèrent tout ce qui gardait du patriotisme en France aussi vivement que l'avait fait jadis l'insolent manifeste de Brunswick insultant nos pères.

Ajoutez que le chancelier de la Confédération du Nord traitait cette épouvantable chose qui s'appelle la guerre d'invasion, avec un sans-çon bien fait pour déconcerter et pour navrer une âme française. Le bohème du temps passé reparaisait sous le diplomate et le soldat. Ne se trouvant pas en présence d'un de ces tempéraments solides, tels que celui de M. Pouyer-Quertier, qui devait tenir tête plus tard à M. de Bismarck en buvant comme lui ses mélanges bizarres de vin de Constante et de limonade, le chancelier traitait M. Jules Favre avec une sévérité railleuse dissimulée sous une politesse affectée. « Pour prendre Paris, disait-il en souriant, nous ferons tout ce qu'il faudra ! » Il essayait encore de démontrer à M. Jules Favre que Paris ne pouvait tenir soit en présence de la famine, à cause de la quantité de blessés peu enclins à souffrir que contient la ville, soit en présence des bombes ou du blocus, à cause de la fermentation des partis extrêmes, et de ce qu'il appela la *populace*.

On se souvient de la réponse que fit Paris à cette injure. Il donna raison à M. Jules Favre en maintenant jusqu'à la fin du siège la paix intérieure. Un canon fut fondu, portant ce nom, la *Populace*, pour répondre par ses boulets au mot sanglant de M. de Bismarck.

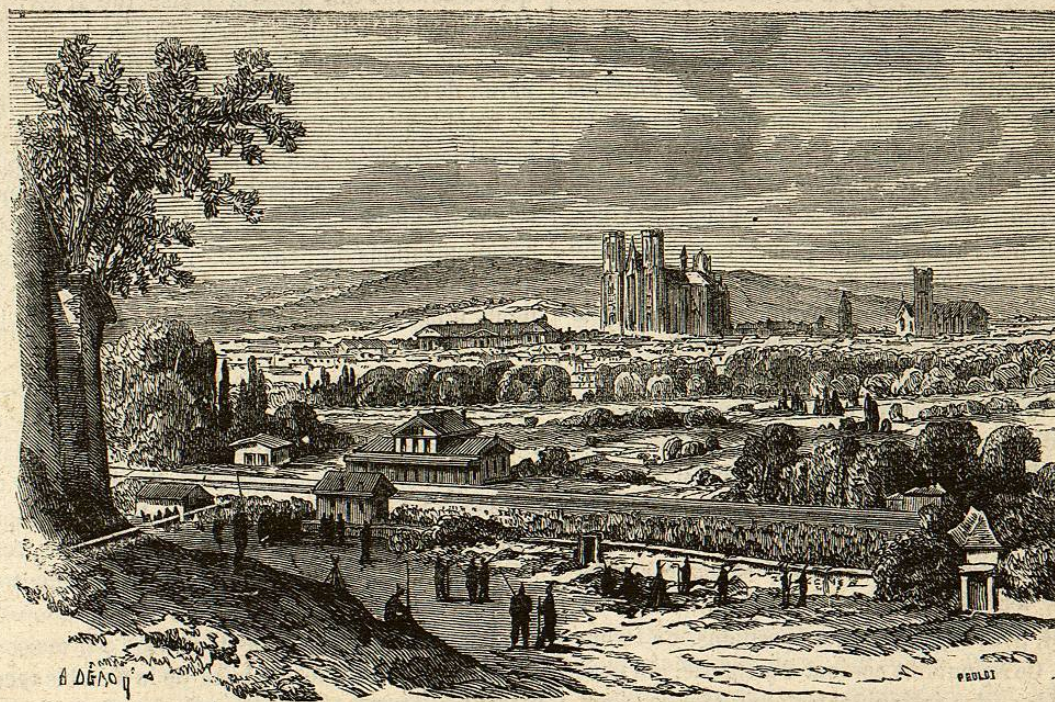
L'entrevue de Ferrières n'aboutit pas et ne pouvait aboutir. M. Jules Favre ignorait, en allant au quartier général prussien, qu'il se rendait au-devant de nos ennemis les plus implacables; il ignorait que, depuis cinquante ans, cette race dure et solide nourrissait contre nous une inextinguible haine. Waterloo n'avait pas éteint la soif de vengeance qui tenait à la gorge les Allemands depuis Iéna. Un autre homme que M. Jules Favre, un homme qui eût un peu connu l'esprit de l'Alle-

magne, son tempérament et surtout le tempérament prussien, ne se fût pas étonné des réponses de M. de Bismarck, et surtout n'eût point parlé à un personnage aussi pratique que M. de Bismarck le langage du sentiment. M. de Bismarck fit à M. Favre le tableau de la rivalité séculaire de l'Allemagne et de la France. Selon lui, la volonté bien arrêtée de la nation française était d'envahir l'Allemagne, et de lui arracher une partie de son territoire. Depuis Louis XIV jusqu'à Napoléon III, dit M. de Bismarck, les tendances de la France n'ont point changé. Les paroles du chancelier n'étaient d'ailleurs que la traduction polie et singulièrement affaiblie de tous les lieux communs haineux vomis contre nous par cette littérature allemande atteinte de *gallophagie* et dont se moquait Henri Haine et s'irritait Ludwig Borne.

Nous avons oublié, depuis longtemps, ces vieilles haines. Les Allemands les attisaient toujours. Elles couvaient dans leur sein comme grandira, dorénavant, chez nous, la haine sainte qui reféra la France. Leurs poètes, leurs écrivains, leurs orateurs, s'étaient voués à cette culture de la colère germanique contre la France. Tout ce qui était le passé était échafaudé contre nous. L'incendie du Palatinat, les déprédations de Mélaç, les victoires de Turenne, l'Allemagne n'avait rien oublié. Mélaç, c'est encore le nom que les bouchers donnent à leurs chiens. L'ambition germanique était, comme une plante, entée sur sa jalousie séculaire. Un de leurs chantres patriotiques, *mangeur de Français* autant que le rustre Menzel, l'énergique et sauvage Maurice Arndt, s'écrie dans un poème célèbre, la *Patrie de l'Allemand* :

« Quelle est la patrie de l'Allemand ? Est-ce la Prusse ? Est-ce la Souabe ? Sont-ce les rives du Rhin où fleurit la vigne ? Sont-ce les rivages du Belt, où la mouette décrit les courbes de son vol ? Oh ! non ! oh ! non ! sa patrie doit être plus grande !... Aussi loin que la langue teutone résonne et élève ses chants à Dieu dans le ciel, c'est là cette patrie ; brave Teuton, tout cela est à toi. Elie est là, la patrie du Teuton, où la pression de la main vaut un serment, où la bonne foi brille dans le clair regard de l'œil, où l'amour siège dans le cœur qu'il réchauffe, où le clinquant des Welches disparaît au vent de la colère, où tout Français est un ennemi : voilà cette patrie, voilà toute la terre du Teuton... »

Sous une forme plus diplomatique et plus hypocritement polie, l'entretien de M. de Bismarck concluait aux mêmes folies que le poème de Arndt. M. Jules Favre se sentit à la fois indigné et écrasé en présence de cet homme. Il n'a pas craint de déclarer qu'il avait détourné ses yeux pleins de larmes des yeux bleus et ironiques de M. de Bismarck. « Je me détournais pour dévorer les larmes



LA GUERRE EN PROVINCE. — La ville de Toul.

qui m'étouffaient... » Plus tard, on a fait de ce moment de faiblesse ou d'émotion un crime irrémédiable à M. Jules Favre. « Est-ce que Danton pleurerait ? » s'est-on écrié. Certes, il pleurerait quand sa patrie était traînée sur la claie, et quand il voyait près de périr cette république à laquelle il donna son sang. Une légende arabe conte qu'au premier homme frappé par la douleur, le Créateur donna comme talisman deux gouttes de rosée. « Quand elles perleront dans tes yeux, ton cœur, dit-il, sera soulagé. » Il y a plusieurs sortes de larmes, et beaucoup sont sacrées ; mais si les larmes d'un fils sur sa mère morte sont touchantes, qui osera nier qu'un patriote ait le droit de pleurer sur sa patrie près de mourir ?

Aussi bien, au moment où Paris lut le récit de l'entrevue de Ferrières, nul ne songea à trouver ridicules ces larmes dont la satire devait s'emparer, par la suite. On partageait non-seulement l'indignation, mais l'émotion de l'homme qui venait de rencontrer un tel accueil chez notre implacable vainqueur. La publication du récit de l'entrevue fut un énergique stimulant pour la défense. Entre le déshonneur et la lutte, les plus timides, relevant le front, déclarèrent bien haut qu'il fallait combattre. Paris tout entier, manifestant sa pensée par les clubs, les journaux, les propos de la rue, devant les mairies, dans les groupes, n'eut plus qu'un mot d'ordre : Au combat !

La relation d'une telle réception par M. de Bismarck eut un effet si grand, non-seulement en France, mais en Europe, que le chancelier eut besoin, pour l'amortir, de rédiger une réponse que publia bientôt le *North German Correspondant*. C'est là que, caractérisant ironiquement l'entretien de Ferrières de *conversation académique*, M. de Bismarck essaya de faire croire, en même temps, que le gouvernement républicain ne voulait pas sincèrement la paix et tenait à continuer la lutte. M. Jules Favre répliqua avec hauteur dans une circulaire aux représentants diplomatiques de la France, et, devant l'attitude implacable de l'ennemi : « Eh bien ! dit-il, nous acceptons devant l'histoire la responsabilité de notre refus. Ne pas l'opposer aux exigences de la Prusse eût été à nos yeux une trahison. J'ignore quelle destinée la fortune nous réserve. Mais, ce que je sens profondément, c'est qu'ayant à choisir entre la situation actuelle de la France et celle de la Prusse, c'est la première que j'ambitionnerais. J'aime mieux nos souffrances, nos périls, nos sacrifices, que l'inflexible et cruelle ambition de notre ennemi. J'ai la ferme confiance que la France sera victorieuse. Fût-elle vaincue, elle resterait encore si grande dans son malheur, qu'elle demeurerait un objet d'admiration et de sympathie pour le monde entier. Là est sa force véritable, là sera peut-être sa vengeance. »

La France était donc, une fois encore, contrainte à la guerre. Il fallait se battre pour le salut et pour l'honneur. Comme si l'insolence prussienne devait appeler aussitôt une riposte de l'audace française, le lendemain du jour où Paris avait eu connaissance des prétentions de M. de Bismarck, la division Maud'huy, après avoir occupé, la veille au soir, le Moulin-Saquet et le village de Vitry, attaqua, dès l'aube du 23 septembre, le village de Villejuif; puis, à droite du village, la redoute en terre qui devait dès lors devenir célèbre sous le nom de *redoute des Hautes-Bruyères*. Les Prussiens, débusqués du cimetière de Villejuif, couvrirent bientôt la redoute et les positions que nous avions prises de projectiles, obus et boîtes à balles. Ils tiraient d'assez près, à 800 mètres. Plus d'une fois, nos artilleurs, arrivés sur la redoute, se retirèrent sous cette pluie de fer, mais pour revenir bientôt, traînant leurs mitrailleuses, et pour arrêter par leur feu les Prussiens au moment où ceux-ci faisaient, pour reprendre leurs positions, un retour offensif. Ce redoutable combat d'artillerie, qui nous coûta des pertes insignifiantes, dut être sanglant pour les Prussiens, et, cette fois, l'avantage nous resta d'une façon incontestable. Jusqu'à la fin du siège, Villejuif et les Hautes-Bruyères, où l'on exécuta rapidement des travaux et des casemates, allaient demeurer en notre pouvoir.

Ce brillant combat, dont la portée fut aussitôt fantastiquement grossie par l'imagination publique qui ne parlait de rien moins que de dix mille Prussiens tués ou blessés, rendit à l'armée une assurance qu'elle n'avait plus. L'artillerie des forts avait pris part à la lutte, et soutenu nos colonnes avec succès. Ce même jour, le fort de Nogent canonait l'ennemi dans la direction de Bry-sur-Marne, et l'amiral Saisset, à la tête de fusiliers marins et des éclaireurs de la Seine (colonel Lafon) poussait une reconnaissance jusqu'à 400 mètres du Bourget, après avoir repoussé les Prussiens établis à Drancy.

N'était-ce point là le système qu'il fallait suivre, système d'escarmouches journalières, de petits combats continuels, d'attaques, de reconnaissances, de mouvements répétés et de harcèlement? Pourquoi le général Trochu ne suivit-il pas cette tactique inaugurée avec succès à Villejuif, et presque en même temps à Pierrefitte par les soldats du général de Bellemare?

Jusqu'au 30 septembre, jour où eut lieu le combat glorieux, mais inutile de Chevilly, les journées se passèrent ainsi en petites fusillades, en reconnaissances et même en accalmies singulières. Le 30 au matin, nos troupes, massées dans la nuit derrière les forts d'Ivry, de Bicêtre et de Montrouge, s'ébranlèrent vers les villages de l'Hay, Chevilly et Thiais, qu'avaient crénelés les Prussiens. Tandis

que la colonne du général Blaise (de la division Maud'huy) pénétrait jusqu'à Thiais, le général Guilhem, à la tête du 33^e et du 42^e de ligne, s'empara de Chevilly, refoulant les Prussiens. La ligne de bataille s'étendait jusqu'à Creteil, où combattait la division d'Exéa. Le combat commençait, comme toujours, par un avantage, et on pouvait espérer que nous parviendrions à couper sur ce point les communications de l'ennemi avec Versailles, lorsque, devant les réserves profondes qu'il mit en ligne, il fallut céder, battre en retraite, perdre les positions si bravement conquises.

Le rapport officiel français estime les masses de l'ennemi à 30,000 hommes. En supposant que ce nombre ne soit pas exagéré, n'est-il point attristant de voir que nos troupes engagées n'avaient point de réserves derrière elles? « Mais les bonnes troupes manquaient, » dira-t-on. Les jeunes troupes surent pourtant montrer qu'elles savaient combattre. Pendant que le 89^e de ligne et le 15^e bataillon de chasseurs à pied emportaient, maison par maison, le village de l'Hay, les mobiles de la Vendée recevaient vaillamment le baptême du feu. Devant Chevilly, le 33^e de ligne avait marché en tête à l'attaque, et, repoussant les Prussiens de leur première ligne de fortifications, il allait emporter le parc du château qui formait la seconde, lorsque la retraite sonna. Les chasseurs d'Afrique protégèrent vaillamment cette retraite en chargeant l'ennemi.

Le rapport officiel français contient un fait douloureux à propos de ce combat, où nos troupes combattirent si vaillamment. « La division Blaise, dit-il, s'empara dans le village de Thiais, d'une batterie de position qui n'a pu être enlevée, faute d'attelage. » Ainsi, le manque de précautions, le dépourvu, la désorganisation continuaient. Ce simple fait en donne une triste et éloquente idée.

Le général Guilhem était tombé dans la mêlée, au premier rang de ses soldats. Son frère ayant été réclamer son corps au camp prussien, les Allemands vinrent soigneusement remettre le cadavre, enfermé dans un cercueil couvert de fleurs. Cette affectation d'honneurs militaires rendus au vaincu est un des traits du caractère germanique, à la fois implacable et servile. Quelques jours après, aux obsèques du général Guilhem, le général Trochu ne devait, par extraordinaire, dire que quelques mots:

« Messieurs, à l'heure présente, l'appareil de la mort n'a rien qui doive nous effrayer. Notre devoir pour la plupart, notre avenir pour tous est là... Les phrases de convention et de convenance seraient déplacées; je ne dirai qu'un mot devant ce cercueil: le général Guilhem a bien vécu, il s'est bien battu et il est mort en brave. Messieurs, je le recommande à votre souvenir. »

Le résultat du combat de Chevilly n'était pas tout à fait négatif en ce sens qu'il donnait au sol-

dat confiance en lui-même et lui prouvait que les Prussiens n'étaient pas invincibles. L'opinion publique prit d'ailleurs ces rencontres pour des victoires et Paris s'habitua de la sorte au bruit du canon et à la vue du sang versé. L'attitude de la ville tout entière était d'ailleurs digne d'éloges. Paris semblait déjà retrempe et s'habitua à vivre ainsi dans son isolement superbe, sans plaisirs, sans joies, sans théâtres, mais non sans travaux et sans devoirs. De tout ce qui avait fait jadis sa vie facile et gaie, rien ne restait. La ville frivole était devenue presque austère. Plus de spectacles, une ordonnance de M. de Kératry, préfet de police, en ayant exigé la fermeture. Rien ne restait à Paris de ses habitudes d'autrefois, que les réunions publiques et les journaux. Journaux d'actualité pour la plupart et de renseignements plutôt que de doctrines. Le *Republicain*, les *Nouvelles*, la *Défense nationale*, le *Peuple souverain* se vendaient dans les rues, annonçant chaque matin ou chaque soir des événements fantastiques. Il fallut défendre aux crieurs d'annoncer ainsi tout haut des victoires qui n'existaient pas. D'autres feuilles comme la *Patrie en danger* s'exerçaient à une critique fort acerbe. M. Félix Pyat publiait un journal encadré d'un filet noir qu'il appelait le *Combat*: « Aujourd'hui l'arme, disait-il, demain l'outil! le sol avant la gerbe! la patrie avant la vie! la France avant tout! Même cri que nos pères! la France ou la mort. » — Avant peu, il allait substituer à ce mot sacré: la France, le mot d'ordre nouveau: la Commune et, s'adressant aux gouvernants de Paris: s'écrier: « Nous la voulons, nous l'aurons avec vous ou sans vous et, s'il le faut, contre vous. »

Cette menace répondait au décret du ministre de l'intérieur, M. Gambetta, qui, après la démarche de M. Jules Favre à Ferrières, et en réponse aux prétentions prussiennes, avait répliqué en déclarant que la France acceptait la lutte à outrance qu'on la contraignait à faire, et que toutes élections municipales et pour l'Assemblée constituante étaient, en présence de la nécessité, suspendues et ajournées. Cette même proclamation de M. Gambetta annonçait en même temps que, déjà, en avant d'Orléans, des troupes nouvelles, commandées par le général de Polhès, harcelaient l'ennemi sans relâche. Paris investi ne communiquait déjà plus avec la France qu'à l'aide de ces ballons qui s'envolaient loin de la ville assiégée et portaient à la province les nouvelles des combattants. La terre manquait à Paris. Paris prenait possession de l'air libre.

Dans l'intérieur de la cité, un ordre régnait, surprenant, une unanimité de battements de cœur agitait cette population, mêlée d'éléments si divers. La promiscuité du rempart, des gardes au bastion, les nuits passés dans les baraquements faisaient disparaître, pour quelque temps, les inégalités socia-

les. On peut dire que des millions d'êtres n'avaient alors qu'une haine, celle de l'étranger. Cette haine se manifestait dans toutes les occasions, éclatait, devenait une idée fixe pour la population parisienne qui, parfois même, poussait trop loin ses soupçons où son zèle. Une sorte de fièvre particulière semblait en effet s'être emparée de la majorité des gens qui partout voyaient, par exemple, des espions prussiens. Certaines feuilles avaient raconté sur l'espionnage allemand des histoires si romanesques qu'à Paris chacun se croyait environné de traîtres, suivi de loin par des yeux d'Argus. Il suffisait que la nuit venue, une lumière apparût au haut d'une mansarde pour que les passants de la rue vissent un signal, et qu'un piquet de gardes nationaux montât aux renseignements aussitôt. Que de gens arrêtés sur leur mine, traînés au poste et insultés! Cette sorte de terreur particulière de l'espion prussien touchait parfois à la manie et témoignait dans les esprits d'une agitation qu'il fallait calmer. Un ordre du jour du gouverneur, tout en constatant que Paris offrait au pays un grand exemple, prescrivait l'arrestation des personnes qui, sans un prétexte plausible et sur de simples soupçons, violaient ainsi cette chose sacrée qui s'appelle le domicile privé, le foyer d'un citoyen.

Paris, d'ailleurs, malgré ces troubles en quelque sorte cérébraux, était confiant et vraiment fait pour frapper d'admiration. Capoue ressemblait à Sparte. Il espérait, il se fiait, ce grand Paris, à la destinée de la patrie; il lui semblait que jusqu'à lui venait à travers le vent l'écho de Strasbourg qui résistait encore et de Metz qui devait résister toujours. Phalsbourg, Toul, les villes assiégées, lui semblaient rayonner, au loin, dans la flamme du combat. Il défait l'ennemi de les prendre, lorsqu'un soir, un dimanche, — c'est le dimanche, presque toujours, que durant cette guerre, les mauvaises nouvelles tombèrent sur Paris comme des coups de foudre, — un dimanche, le 2 octobre, il apprit que Toul avait été contraint de se rendre et que Strasbourg, l'héroïque Strasbourg, la capitale, la tête et le cœur de l'Alsace, avait capitulé. Strasbourg pris, c'était une province tout entière qui passait aux mains du vainqueur. Cette image qui passait aux yeux du vainqueur. Cette image sinistre du drapeau à aigle noir remplaçant sur le vieux Munster bombardé le drapeau tricolore, apparut à tous les yeux. Vainement M. Gambetta promit à Paris l'honneur de la vengeance. Paris, ce jour-là, fut en deuil, morne, sombre et frappé.

« Citoyens, s'écriait le ministre dans la proclamation affichée sur les murailles, le gouvernement vous doit la vérité, sans détours, sans commentaires. Les coups redoublés de la mauvaise fortune ne peuvent plus déconcerter vos esprits ni abattre vos courages. Vous attendez la France, mais vous ne comptez que sur vous-même. Prêts à tout, vous

pouvez tout apprendre : Toul et Strasbourg viennent de succomber. Cinquante jours durant, ces héroïques cités ont essuyé avec la plus mâle contenance une véritable pluie de boulets et d'obus. Épuisées de munitions et de vivres, elles défiaient encore l'ennemi. Elles n'ont capitulé qu'après avoir vu leurs murailles abattues, crouler sous le feu des assaillants. Elles ont, en tombant, jeté un regard vers Paris pour affirmer, une fois de plus, l'unité et l'intégrité de la patrie, l'indivisibilité de la République, et nous léguer, avec le devoir de les délivrer, l'honneur de les venger.

« Vive la France ! Vive la République ! »

« LÉON GAMBETTA. »

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES DU CHAPITRE II

RAPPORT DE M. JULES FAVRE

A MM. les membres du gouvernement de la Défense nationale.

MES CHERS COLLÈGUES,

L'union étroite de tous les citoyens, et particulièrement celle des membres du gouvernement, est plus que jamais une nécessité de salut public. Chacun de nos actes doit la cimenter. Celui que je viens d'accomplir, de mon chef, m'était inspiré par ce sentiment; il aura ce résultat. J'ai eu l'honneur de vous l'expliquer en détail. Cela ne suffit point. Nous sommes un gouvernement de publicité. Si, à l'heure de l'exécution, le secret est indispensable, le fait, une fois consommé, doit être entouré de la plus grande lumière. Nous ne sommes quelque chose que par l'opinion de nos concitoyens; il faut qu'elle nous juge à chaque heure, et pour nous juger, elle a le droit de tout connaître.

J'ai cru qu'il était de mon devoir d'aller au quartier général des armées ennemies; j'y suis allé. Je vous ai rendu compte de la mission que je m'étais imposée à moi-même; je viens dire à mon pays les raisons qui m'ont déterminé, le but que je me proposais, celui que je crois avoir atteint.

Je n'ai pas besoin de rappeler la politique inaugurée par nous et que le ministre des affaires étrangères était plus particulièrement chargé de formuler. Nous sommes avant tout des hommes de paix et de liberté. Jusqu'au dernier moment nous nous sommes opposés à la guerre que le gouver-

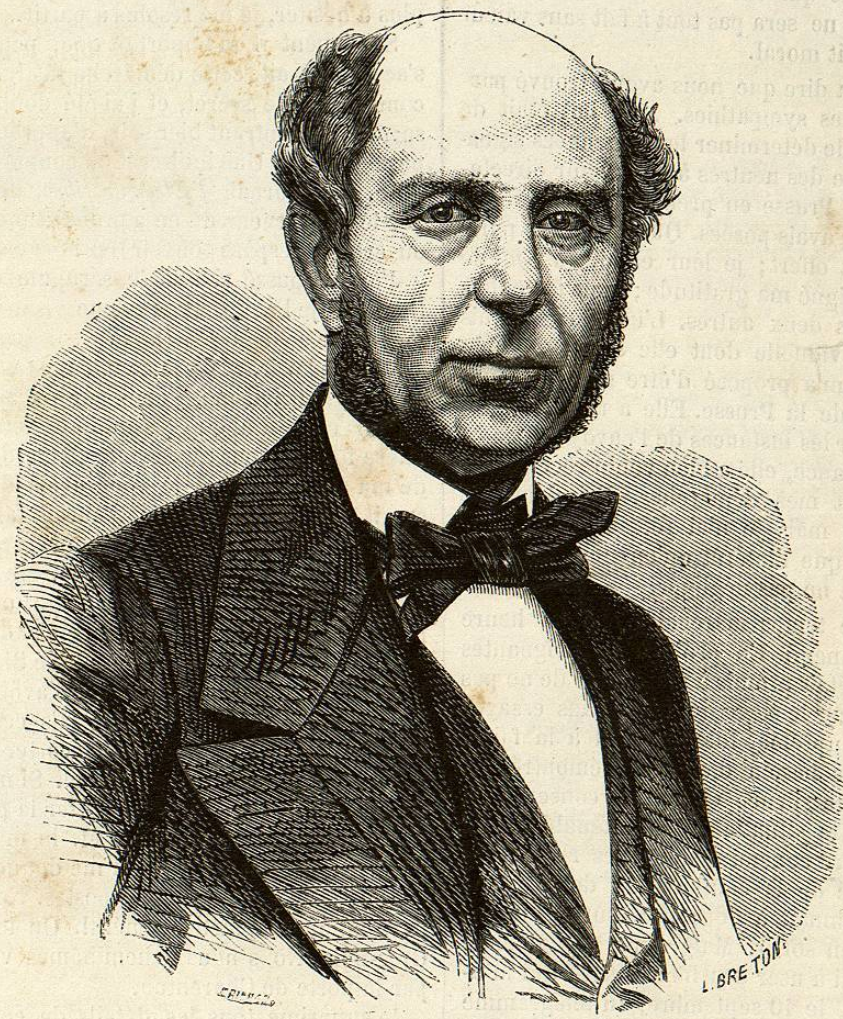
Le devoir de délivrer et l'honneur de venger Strasbourg restent les mêmes aujourd'hui qu'au 2 octobre 1870. C'est la tâche de la France libre et de la génération nouvelle. Le soir du jour où Paris apprit la capitulation, des groupes attristés, silencieux, recueillis, se rendirent encore devant la statue de Strasbourg, mais comme on irait s'incliner devant une tombe. C'était un mausolée, cette fois, que l'image de la cité martyre et les drapeaux l'enveloppaient de leurs plis qui ressemblaient à des lambeaux de suaires. Le gouvernement décrétait, le lendemain, que la statue de Strasbourg serait coulée en bronze. Elle demeure en pierre. Et qu'importe ! Gardons ce bronze pour fondre les canons qui délivreront Strasbourg.

nement impérial entreprenait dans un intérêt exclusivement dynastique, et quand ce gouvernement est tombé, nous avons déclaré persévérer plus énergiquement que jamais dans la politique de la paix.

Cette déclaration, nous la faisons quand, par la criminelle folie d'un homme et de ses conseillers, nos armées étaient détruites; notre glorieux Bazaine et ses vaillants soldats bloqués devant Metz; Strasbourg, Toul, Phalsbourg, écrasés par les bombes; l'ennemi victorieux en marche sur notre capitale. Jamais situation ne fut plus cruelle; elle n'inspira cependant au pays aucune pensée de défaillance, et nous crûmes être son interprète fidèle en posant nettement cette condition : pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses.

Si donc, à ce moment où venait de s'accomplir un fait aussi considérable que celui du renversement du promoteur de la guerre, la Prusse avait voulu traiter sur les bases d'une indemnité à déterminer, la paix était faite; elle eût été accueillie comme un immense bienfait; elle fût devenue un gage certain de réconciliation entre deux nations qu'une politique odieuse seule a fatalement divisées.

Nous espérions que l'humanité et l'intérêt bien entendus remporteraient cette victoire, belle entre toutes, car elle aurait ouvert une ère nouvelle, et les hommes d'État qui y auraient attaché leur nom auraient eu pour guides : la philosophie, la raison, la justice; comme récompense : les bénédictions et la prospérité des peuples.



Étienne Arago

C'est avec ces idées que j'ai entrepris la tâche périlleuse que vous m'aviez confiée. Je devais tout d'abord me rendre compte des dispositions des cabinets européens et chercher à me concilier leur appui. Le gouvernement impérial l'avait complètement négligé, ou y avait échoué. Il s'est engagé dans la guerre sans une alliance, sans une négociation sérieuse; tout, autour de lui, était hostilité ou indifférence. Il recueillait ainsi le fruit amer d'une politique blessante pour chaque Etat voisin par ses menaces ou ses prétentions.

A peine étions-nous à l'Hôtel de ville qu'un diplomate, dont il n'est point encore opportun de

révéler le nom, nous demandait à entrer en relations avec nous. Dès le lendemain, votre ministre recevait les représentants de toutes les puissances. La République des États-Unis, la République helvétique, l'Italie, l'Espagne, le Portugal reconnaissaient officiellement la République française. Les autres gouvernements autorisaient leurs agents à entretenir avec nous des rapports officieux qu'ils nous permettaient d'entrer de suite en pourparlers utiles.

Je donnerais à cet exposé, déjà trop étendu, un développement qu'il ne comporte pas, si je racontais avec détail la courte, mais instructive histoire